



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 467 – 10 novembre 2022

❖ Régional

Orientation favorable de la conjoncture dans l'UEMOA en septembre 2022

Selon [le bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique ont connu une amélioration en septembre 2022, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au sein de l'UEMOA. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 15,6% et 8,2% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,8% en g.a. De même, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a progressé de 1,3 point en moyenne en g.a., principalement au Togo (+9,5 points en g.a.), au Sénégal (+7,2 en g.a.) et en Guinée-Bissau (+7 en g.a.). Seuls la Côte d'Ivoire (-2 en g.a.) et le Mali (-3,6 en g.a.) ont enregistré une diminution de leur score. L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 8,3% en g.a en septembre 2022 (contre +8,8% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +6,1 points de pourcentage).

LE CHIFFRE À RETENIR

8,3%

L'inflation en UEMOA en septembre 2022 exprimée en glissement annuel

La BIDC procède à l'augmentation de son capital à hauteur de 3,5 Mds USD

Dans [un communiqué](#) publié le 7 novembre 2022, le Conseil des gouverneurs de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a procédé à l'appel de la 3^{ème} tranche de son capital (estimée à 438 M USD) et a annoncé l'augmentation de ce dernier de 1,5 Md USD à 3,5 Mds USD. Effective à partir de janvier 2023, cette opération se justifie par la volonté de la BIDC de : (i) renforcer sa capacité à accorder des ressources concessionnelles aux Etats membres ; (ii) améliorer son effet de levier, l'adéquation de ses fonds propres, ses liquidités et sa capacité globale de prise de risque. Par ailleurs, le Président du Conseil des gouverneurs de la BIDC a encouragé la direction à poursuivre ses efforts de manière à obtenir une amélioration de la notation financière de l'institution et ainsi drainer des ressources compétitives en faveur des Etats membres de la CEDEAO.

Signature d'un accord de coopération entre les douanes du Libéria, de la Guinée et de la Sierra Leone

Le 9 novembre 2022, la Direction générale des douanes guinéennes [a annoncé](#) la signature d'un **protocole d'assistance mutuelle** entre les administrations des douanes de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone. Dans le détail, cet accord vise : (i) la facilitation du commerce licite par la réduction du temps et du coût de dédouanement à travers la simplification des procédures de dédouanement ; (ii) la prévention et la lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière à travers les échanges **d'informations et de renseignements** entre les 3 pays.

🇸🇵 Bénin

La compagnie aérienne Corsair effectue son vol inaugural sur Cotonou

Le 8 novembre 2022, la compagnie aérienne française Corsair [a effectué](#) son 1^{er} vol à destination de Cotonou en provenance de Paris-Orly. L'ouverture de cette nouvelle ligne devrait permettre de renforcer les relations économiques franco-béninoises. Par ailleurs, la Société des aéroports du Bénin (SAB) et Amarante International [ont signé](#), le 7 novembre 2022, deux contrats portant respectivement sur : (i) une prestation de services de sûreté à l'aéroport de Cotonou et (ii) une prestation de services de maintenance des équipements de sûreté.

🇸🇵 Burkina Faso

Le pays sera retiré de l'AGOA au 1^{er} janvier 2023

Dans [un communiqué](#) publié le 2 novembre 2022, le Président américain a annoncé son intention de retirer le Burkina Faso de la liste des **pays bénéficiaires de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA)**, en raison notamment

des changements anticonstitutionnels de gouvernements. Effective au 1^{er} janvier 2023, cette décision devrait avoir un impact économique limité de par le faible niveau des exportations burkinabè à destination des Etats-Unis, estimées, selon les données officielles, à environ 31 Mds FCFA (47,2 M EUR) en 2021, soit 1,1% du total des exportations burkinabè. En outre, il convient de souligner que la part des produits exportés effectivement sous le régime **de l'AGOA serait faible**. Ainsi, les recettes **d'exportation concernées** par cette décision varieraient plus ou moins entre 0,1 M et 3 M USD. Ce sont principalement les ventes de produits agricoles : coton et produits oléagineux (sésame, arachide, noix et beurre de karité, noix de cajou) ; **produits de l'horticulture (mangue, oignon)** et les céréales qui seront concernés. **L'impact économique** de cette décision est limité, toutefois elle touche des communautés déjà très vulnérables, et sa portée médiatique nuit **fortement à l'attractivité** du pays.

🇸🇵 Côte d'Ivoire

Le gouvernement évoque des axes de développement du secteur des transports lors des JMU

Les 9, 10 et 11 novembre 2022, l'**Autorité de la mobilité urbaine** dans le grand Abidjan (AMUGA) organisait la première édition des [Journées de la mobilité urbaine](#), consacrées aux défis et opportunités de la professionnalisation du transport artisanal. La cérémonie d'ouverture a rassemblé le **Ministre de l'Economie et des Finances**, le **Ministre des Transports** et le **Ministre de l'Équipement et de l'Entretien Routier**, qui ont présenté des axes pour développer le secteur des transports à l'échelle nationale. Les nombreux investissements en cours dans les infrastructures de transport de masse ont été soulignés (BRT, métro, ponts, voie Y4), de même que la volonté du gouvernement : (i) de densifier le transport **lagunaire** ; (ii) **d'intégrer le réseau de transport artisanal informel** au réseau de transport formel

et ; (iii) d'adapter l'appareil de financement, en mobilisant notamment le secteur privé.

Kiniden lève 40 M EUR pour la production de cacao durable

Kiniden Commodities SA, entreprise ivoirienne de négoce de cacao durable, [a procédé](#) à une levée de fonds de 40 M EUR auprès d'un consortium de banques internationales. Ces financements permettront à l'entreprise, l'une des plus importantes du secteur du négoce de cacao en Côte d'Ivoire, de poursuivre ses engagements en faveur d'un cacao durable, source d'amélioration des conditions de vie et de revenus des paysans ivoiriens. Le groupe investira sur trois ans le montant levé afin d'améliorer sa chaîne de transformation et d'intégrer les meilleures pratiques en matière de durabilité, de certification et de traçabilité du cacao.

Hausse de la production industrielle de 6,6% en g.a. en août 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), la production industrielle en volume [a enregistré](#) une croissance de 6,6% en glissement annuel (g.a.) en août 2022, contre une contraction de 1,9% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par la bonne performance des industries manufacturières (+7,2% en g.a.), en lien avec le regain du raffinage pétrolier (+36,9% en g.a.), le travail du caoutchouc et du plastique (+20,1%) ou encore la fabrication du papier et du carton (+39,7%). A noter également l'évolution positive des industries extractives (+6,5% en g.a.), en lien avec l'extraction de minerais métalliques (+10,4% en g.a.), ainsi que des industries de production et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité (+3,6% en g.a.). En cumul sur les 8 premiers mois de l'année 2022, la production industrielle a enregistré une hausse globale de 8,7% en comparaison à la même période de l'année 2021.

Faible exécution des dépenses des Etablissements publics nationaux au 1er semestre 2022

Lors du Conseil des Ministres du 9 novembre 2022, le gouvernement [a adopté](#) une communication relative à la situation d'exécution budgétaire des Etablissements publics nationaux (EPN) et structures assimilées à fin juin 2022. Ainsi, sur un budget annuel de 687,4 Mds FCFA (1 Md EUR) attribué aux EPN, les recettes collectées par ces derniers au 30 juin 2022 se sont élevées à 317,4 Mds FCFA (483,9 M EUR), soit un taux de réalisation de 46,2%, tandis que les dépenses exécutées se sont élevées à 204,5 Mds FCFA (311,8 M EUR), soit un taux de réalisation de 29,8%. En conséquence, le Conseil a encouragé les EPN à mettre un accent sur la célérité des dépenses.

🇬🇲 Gambie

Le taux de pauvreté estimé à 53,4% de la population en 2020 selon la Banque mondiale

Le 9 novembre 2022, la Banque mondiale (BM) a publié son [rapport sur la pauvreté et le genre](#) en Gambie. Ainsi, d'après la BM, la pandémie à Covid-19 a significativement affecté le taux de pauvreté national, ce dernier passant de 45,8% de la population en 2019 à 53,4% en 2020, soit une hausse de 7,6 points de pourcentage. De même, le taux d'extrême pauvreté (2,15 USD par personne par jour) a progressé de 13,5% de la population en 2015 à 21% en 2020. Ce phénomène est principalement rural, 7 personnes sur 10 étant considérées comme pauvres dans les milieux ruraux contre 3 sur 10 dans les milieux urbains.

Guinée

L'or représente plus de 50% des exportations en juillet 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), les exportations guinéennes [se sont élevées](#) à 3 138,6 Mds GNF (364,1 M EUR) en juillet 2022 tandis que les importations ont atteint 3 407,4 Mds GNF (394,9 M EUR), soit un solde déficitaire de 268,8 Mds GNF (31,2 M EUR) sur la période. Les principaux produits exportés en juillet 2022 ont été l'or (52,8% du total des ventes) et les minerais d'aluminium (37,2%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (42,8% du total des achats). Enfin, les principaux clients au mois de juillet 2022 ont été l'Inde (45,3% des ventes), les Emirats Arabes Unis (18,2%) et la Chine (16%) tandis que les principaux fournisseurs ont été les Pays-Bas (33,7% des achats), la Chine (19,1%) et l'Inde (7,3%).

Mali

Les recettes domestiques et les dons en baisse à fin septembre 2022

Le Ministère de l'Economie et des Finances du Mali a publié, le 7 novembre 2022, [le rapport d'exécution budgétaire](#) de l'Etat au 30 septembre 2022. Ainsi, les recettes totales et dons ont été mobilisées à hauteur de 1 188,5 Mds FCFA (1,8 Md EUR) au 30 septembre 2022, sur une prévision annuelle de 1 804,1 Mds FCFA (2,7 Mds EUR) dans la Loi de finances rectificative 2022 (LFR 2022), soit un taux de réalisation de 65,9%. A noter que les recettes domestiques et les dons sont en baisse respectivement de 10,7% et de 5,5% en g.a à fin septembre 2022. Du côté des dépenses, 1 731,3 Mds FCFA (2,6 Mds EUR) ont été engagés sur une cible annuelle de 2 468,6 Mds FCFA (3,8 Mds EUR) en LFR 2022, soit un taux de réalisation de 70,1% à fin septembre 2022. En outre, 322,2 Mds FCFA (491,2 M EUR) ont été engagés au titre des dépenses en capital au 30

septembre 2022, sur une prévision annuelle de 608,2 Mds FCFA (927,3 M EUR) en LFR 2022, soit un taux de réalisation de 53%.

Mauritanie

La 1ère phase du projet GTA achevée à 85% selon Kosmos Energy

Le 7 novembre 2022, la société américaine Kosmos Energy a publié son [rapport trimestriel](#) sur le déroulement de ses opérations. Ainsi, la 1^{ère} phase du projet GTA serait achevée à environ 85% grâce à la progression de certains chantiers et notamment : (i) le forage de 4 puits ; (ii) le lancement des travaux de l'Unité flottante de gaz naturel liquéfié (FLNG), dont le départ vers les côtes mauritano-sénégalaises est prévu au 1^{er} semestre 2023 ; (iii) le départ de l'Unité flottante de production (FPSO) de Chine à la fin de l'année 2022, après avoir été endommagée en septembre dernier en raison du typhon Muifa. Selon Kosmos Energy, le début de la production devrait intervenir environ 9 mois après le départ du FPSO de Chine.

Signature d'un protocole d'accord sur l'hydrogène entre la Mauritanie et BP

En marge de la COP27, la société britannique BP a annoncé dans [un communiqué](#) publié le 8 novembre 2022 la signature d'un accord avec le gouvernement mauritanien pour la production d'hydrogène vert en Mauritanie. Cet accord **implique la réalisation d'études de faisabilité** technique et commerciale, et une campagne de collecte de données. Il fait suite à la signature **d'un contrat d'exploration et de partage de production** pour le champ gazier de BirAllah en octobre dernier. Pour rappel, le gouvernement mauritanien a présenté le 27 octobre 2022 sa feuille de route pour le développement de l'hydrogène bas carbone.

🇳🇪 Niger

Appui du Luxembourg de 3 M EUR pour la sécurité alimentaire

Le 4 novembre 2022, la coopération luxembourgeoise [a officiellement lancé](#) un appui de 3 M EUR au Dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires (DNP-GCA). Cet appui contribuera à **la mise en œuvre du plan de soutien annuel aux populations vulnérables**. Les financements luxembourgeois permettront notamment **de mettre en œuvre trois opérations** spécifiques : (i) une assistance alimentaire pour les foyers touchés par les inondations récentes ; (ii) un appui à la restauration des moyens **d'existence des foyers les plus vulnérables** dans les régions de Tillabéry et Zinder ; (iii) un suivi de **la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle**. En 2022, le nombre de personnes ayant **besoin d'une assistance alimentaire d'urgence au Niger** a atteint 4,4 millions. Cette situation résulte **d'une campagne agropastorale 2021 largement déficitaire** mais également des effets des conflits internes et frontaliers qui perturbent la vie des communautés et les flux commerciaux.

Forum national des entreprises et établissements publics du Niger

Du 25 au 27 octobre 2022, [s'est tenu](#) le Forum national des entreprises et établissements publics du Niger. **L'objectif du forum était de réformer la gouvernance administrative et financière des entreprises et établissements publics**. Ainsi, dans un rapport rendu public au cours du forum, les organes de contrôle et de suivi des dites institutions ont mis en avant de nombreux manquements en termes de gouvernance économique, financière et comptable. Pour pallier ces insuffisances, le rapport recommande, entre autres, de mettre fin à la léthargie observée dans le suivi et **l'encadrement des entreprises, l'harmonisation et la rationalisation des salaires et avantages sur des critères normatifs et d'exercer des contrôles périodiques internes et externes**.

🇸🇳 Sénégal

L'AFD attribue une enveloppe de 75 M EUR en soutien au secteur de l'électricité et aux JOJ de Dakar 2026

Le 4 novembre 2022, le Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) ont signé deux accords de financement pour un montant total de 75 M EUR. Le premier, d'un montant de 30 M EUR, [est destiné](#) aux régions de Matam et de Ziguinchor et devrait permettre **d'offrir ou d'améliorer l'accès à l'électricité à plus de 22 000 ménages** ainsi que de raccorder plusieurs infrastructures sociales de base (écoles, centres de santé). Le second, d'un montant de 45 M EUR, [vise à soutenir](#) l'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) de Dakar 2026, notamment à travers la rénovation d'infrastructures sportives. Ces financements, visant à renforcer la coopération franco-sénégalaise, ont été signés à l'occasion de la visite à Dakar du directeur de l'AFD.

11 nouvelles mesures de lutte contre la vie chère annoncées par le gouvernement

Lors du Conseil national de la consommation, tenu le 5 novembre 2022, le Président de la République [a annoncé](#) 11 séries de mesures, effectives depuis le 7 novembre 2022, visant à endiguer la hausse des prix et préserver le pouvoir d'achat des ménages. Parmi ces mesures figurent notamment la baisse immédiate : (i) des prix de plusieurs denrées alimentaires (riz, sucre, lait, huile de palme, produits horticoles, viande, etc) ; (ii) des prix des loyers (adaptée au niveau des revenus des ménages) ou encore (iii) des frais **d'inscription scolaires et universitaires**. Pour soutenir la mise en œuvre de ces décisions, des subventions, suppressions de taxes et baisses de TVA sont prévues par les autorités.

Le Sénégal adhère à l'Organisation des producteurs de pétrole africains

Le 4 novembre 2022, le Sénégal [a officiellement rejoint](#) l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), organisation panafricaine dans le secteur des hydrocarbures. La décision a été actée lors de la 43^{ème} session du Conseil des ministres de l'APPO qui s'est tenue à Luanda. Cette adhésion permettra au pays de bénéficier des supports et expériences des autres pays membres de l'organisation.

Togo

Le port de Lomé 1er port d'Afrique de l'Ouest en termes de trafic de conteneurs en 2021

La société Lloyd's list a publié [son édition 2022](#) des 100 ports les plus actifs en termes de trafic de conteneurs (EVP) à l'échelle mondiale, portant sur l'année 2021. Le port de Lomé, classé 96^{ème}, est le seul représentant d'Afrique de l'Ouest de la liste avec un trafic estimé à 1,96 M d'EVP en 2021, en progression de 13,7% par rapport à 2020. En outre, il se classe 2^{ème} en Afrique subsaharienne, seulement dépassé par le port de Durban en Afrique du Sud (81^{ème} ; 2,4 M d'EVP). Pour rappel, sous l'impulsion de la société italo-suisse MSC, le port de Lomé vise un objectif de 4 M d'EVP à l'horizon 2030 à travers près de 500 M EUR d'investissements.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott**

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr